

Le Brexit au point mort

LE RÉSUMÉ

Theresa May va s'adresser aux députés avec 24 heures d'avance pour leur confirmer qu'il n'y a **plus aucune concession à attendre de l'UE.**

Le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier, a **appelé lundi à du «mouvement» côté britannique** pour éloigner le spectre d'un divorce sans accord.

JOHANN HARSCOËT
À LONDRES

Deux semaines après le vote favorable des Communes à l'amendement Brady, qui invitait l'Union européenne à reconsidérer sa position sur le filet de sécurité à la frontière irlandaise, rien n'a bougé. Sans surprise, les Vingt-Sept ont fermement rejeté une réouverture des négociations.

Lundi, le négociateur en chef de l'Union européenne, Michel Barnier,

a confirmé une nouvelle fois le refus des Vingt-Sept de rouvrir les négociations sur l'accord de retrait conclu avec Downing Street le 25 novembre, et spectaculairement rejeté par les Communes à la mi-janvier. *«Il faut que quelque chose bouge du côté britannique... Une forme de clarté ou de mouvement doit avoir lieu au Royaume-Uni»*, a-t-il indiqué dans une conférence de

presse au Luxembourg.

Dans la soirée, il a rencontré Stephen Barclay - troisième ministre du Brexit depuis le référendum - qui devait une dernière fois réitérer les demandes britanniques d'une limitation dans le temps du filet de sécurité prévu à la frontière irlandaise en cas de non-accord sur la nouvelle relation commerciale au 1^{er} janvier 2021.

Propositions de Corbyn

Après avoir refusé de discuter avec Theresa May après le rejet du vote sur l'accord, à la mi-janvier, le chef de l'opposition Jeremy Corbyn a finalement émis cinq propositions, notamment le maintien dans l'Union douanière du Royaume-Uni, en échange d'un vote favorable de son parti à la deuxième mouture de l'accord. Michel Barnier a poliment qualifié d'«intéressantes» les propositions du leader du parti travailliste.

Le caractère tardif de cette initiative en faveur d'un Brexit doux laisse songeur. Elles ne devraient absolument pas changer la donne lors du prochain vote parlementaire sur l'accord, qui pourrait avoir lieu - s'il n'est pas définitivement annulé - à la fin du mois.

De l'autre côté des Communes, de nombreux Brexiteurs du parti conservateur continuent de préférer un Brexit sans accord à un Brexit avec accord. Le pire n'effraie toujours pas un David Davis, ancien ministre du Brexit, qui a af-

firmé qu'une dévaluation de la livre sterling ne serait *«pas une si mauvaise chose»* et favoriserait les exportations. Une hypothèse qui ne s'est pas vérifiée après le référendum et l'effondrement de la valeur de la livre sterling (voir ci-contre).

Motions parlementaires

Les Brexiteurs durs ont repris du poil de la bête, et ont notamment

lancé un nouveau plan pour le Royaume-Uni du XXI^e siècle, préfacé par Boris Johnson, sur la base d'un travail de réflexion mené par le parlementaire tory Bob Seely et le think tank Global Britain.

Theresa May doit s'exprimer ce mardi aux Communes pour confirmer que l'UE a épuisé son forfait. La solution ne peut désormais venir que du Parlement britannique, par l'intermédiaire de motions qui, dans un premier temps, repousseront le Brexit après le 29 mars. La majorité pour ce report existe clairement, c'est celle qui a voté, dans les mêmes termes, pour l'amendement Spelman, il y a deux semaines.

600.000 EMPLOIS MENACÉS PAR UN «HARD BREXIT»

La baisse des importations en provenance de l'Union européenne vers le Royaume-Uni en cas de «Brexit dur» menacerait à elle seule plus de

600.000 emplois dans le monde, selon une étude allemande publiée lundi. Les chercheurs de l'institut IWH se basent sur l'hypothèse d'un recul de 25%, au Royaume-Uni, de la demande pour des produits européens. Une sortie désordonnée du Royaume-Uni de l'UE, qui se traduirait notamment par l'introduction de taxes douanières, *«aurait pour conséquence de désordonner les chaînes de production internationales»*, explique Oliver Holtemöller, co-auteur de l'étude. L'étude *«se concentre uniquement sur les échanges de biens et services»* et ne prend donc pas en compte d'autres conséquences du Brexit, comme par exemple la baisse de la propension à investir ou les effets sur les revenus des ménages. Au total, près de **179.000 emplois dans l'Union européenne** sont directement concernés par la baisse des exportations, tandis que 433.000 postes supplémentaires sont menacés indirectement. **AFF**

«Il faut que quelque chose bouge du côté britannique.»

MICHEL BARNIER
NÉGOCIATEUR EN CHEF DE L'UE

ÉCONOMIE

UNE CROISSANCE AU PLUS BAS DEPUIS 2012

La croissance du PIB britannique a nettement ralenti en 2018, à 1,4%, selon la première estimation de l'ONS (Office for National Statistics). **Les chiffres sont moins bons que prévu** au quatrième trimestre (seulement +0,2%). La croissance était déjà molle en 2016, année du référendum, et en 2017 (1,8%). Elle atteignait de 2 à 3% entre 2013 et 2015. Le ralentissement de l'économie est essentiellement lié à la baisse de la production manufacturière et à la crise de l'industrie automobile. L'effondrement de la livre sterling par rapport au dollar et à l'euro, depuis

près de trois ans, n'a guère eu d'effet sur les commandes, et a renforcé les coûts d'importation et de production. Les économistes prévoient une **nouvelle décélération en 2019** en raison des incertitudes sur le Brexit, qui devraient durer plusieurs mois encore. Ils sont toutefois divisés sur l'impact réel de la perspective de sortie de l'Union européenne, cette morosité économique n'étant pas réservée au Royaume-Uni. **Les pays de l'eurozone** enregistrent, eux aussi, une croissance relativement faible (+1,8% en moyenne en 2018 selon une pre-

mière estimation de Morgan Stanley). L'Allemagne, la France et la Belgique se situent ainsi sur la même ligne de crête que le Royaume-Uni, alors que l'Italie est au bord de la récession. Le ministre des Finances Philip Hammond, qui a voté pour le maintien dans l'UE en 2016, estime qu'il ne fait *«aucun doute que l'économie du Royaume-Uni est ralentie par l'incertitude créée par le processus du Brexit. Plus nous résoudrons cela rapidement, mieux cela sera, car cela nous permettra d'accélérer le retour d'une croissance robuste.»* **J.H.**